

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12• Numéro 4, 4 Mars 2011

LIGNE DE FOND.....	1
Vers une nouvelle crise alimentaire ? Les prix alimentaires ne cessent de grimper face à l'incapacité d'une régulation.....	1
NOUVELLES DE L'OMC.....	2
Agriculture : L'ambition colle t – elle avec la démarche ?.....	2
Complaintes africaines : Il serait injuste de demander à l'Afrique de faire plus que les grands pays industrialisés	3
SUR LE FIL.....	4
Investissement directs étrangers : L'Afrique parent pauvre, la stagnation de 2010 inquiètent ..	4
NOUVELLES REGIONALES	4
APE : Le groupe de la SADC souhaite conclure les négociations d'ici mi 2011 pendant que l'Afrique du Sud finalise un accord avec l'UE.....	4
Un accord de libre échange entre l'Inde et la Malaisie pour améliorer leurs échanges.....	6
L'Afrique du Sud entre dans le groupe des BRIC6	
EVÉNEMENTS.....	8
PUBLICATIONS	8

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et ICTSD Rédaction : Bathie CISS, Cheikh Tidiane DIEYE et Aissatou DIALLO

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs de ICTSD.

LIGNE DE FOND

Vers une nouvelle crise alimentaire ? Les prix alimentaires ne cessent de grimper face à l'incapacité d'une régulation

Le prix de la tonne de blé a plus que doublé en un an à presque 270 euros la tonne en février 2011.

Cette flambée du prix du blé est constatée pour tous les autres produits alimentaires. Les prix du maïs et du riz avaient presque doublé en l'espace de quelques mois. Certains gouvernements ont dû interdire les exportations de produits alimentaires et subventionner fortement les denrées de base pour faire face à la crise sociale entraînée par cette flambée des prix.

Les raisons de cette augmentation sont multiples, mais les plus connues sont l'affectation, par les agriculteurs en Amérique et dans certains pays en développement, de milliers d'hectares à la production d'agro carburants, la forte hausse des prix du pétrole et des engrais, les effets des changements climatiques dans certaines régions agricoles.

On peut ajouter à ces causes la forte spéculation sur les marchés agricoles. Hilda Ochoa-Brillembourg, Présidente du Strategic Investment Group, établi à New York, estimait l'augmentation de la demande spéculative de contrats à terme sur les produits agricoles de 40 à 80 % depuis 2008. EN 2010 l'achat, de 240 000 tonnes de fèves de cacao, soit plus de 7 % des stocks mondiaux, par le fonds alternatif londonien Armajaro a contribué à propulser le prix du chocolat à sa cote la plus

élevée depuis trente-trois ans. De la même manière le prix du café a grimpé de 20 % en trois jours lorsque les fonds spéculatifs ont parié sur sa chute.

Cette situation est confirmée par Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation Olivier Shuter qui suppose que *"les prix du blé, du maïs et du riz ont augmenté dans de très fortes proportions. Ce n'est pas dû à une diminution des stocks ou des récoltes, mais aux traders qui réagissent aux informations et spéculent sur les marchés."*

Une telle situation, on le sait, aura des impacts dramatiques sur les pays pauvres et vulnérables importateurs nets de produits alimentaires et fortement dépendants des marchés mondiaux. On se souvient des émeutes de la faim qui ont ébranlé de nombreux pays entre 2008 et 2009, en particulier en Afrique.

L'incapacité de venir à bout de cette spéculation

On s'inquiète de l'arrivée sur les marchés agricoles, de fonds de pension, de fonds indexés et autres produits de la finance, dont le seul objectif est de rentabiliser leurs portefeuilles. La conséquence est sans nul doute une bulle spéculative et une insécurité alimentaire.

Cette situation est considérée par beaucoup d'experts et de militants comme un effet collatéral du démantèlement des politiques agricoles entrepris à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le démantèlement des politiques de régulation des prix agricoles offrent un nouveau champ d'intervention aux spéculateurs. Les discours teintés de regret n'y pourront rien tant qu'il n'y aura pas une volonté ferme suivie d'actes concrets.

Ceci donne bien entendu des arguments supplémentaires à ceux qui ne cessent de plaider pour une régulation accrue des marchés agricoles. Les appels au sein et en dehors de l'OMC pour

considérer les produits agricoles autrement que comme de simples biens commerciaux trouvent aussi là un renfort significatif.

Synthèse ENDA

NOUVELLES DE L'OMC

Agriculture : L'ambition collective – elle avec la démarche ?

"Nous perdons un jour tous les jours". Ce bout de phrase lâché par le Président du comité agriculture à l'OMC l'ambassadeur néo zélandais, David Walker, renseigne sur l'état d'avancement des négociations. En effet, plusieurs délégations ont dénoncé la façon dont les négociations se poursuivent. Il faut rappeler que, les dernières discussions ont plus porté sur les questions techniques que sur les questions de fond.

L'objectif étant d'arriver à un projet de modalités quasi définitif d'ici le 21 avril 2011. Cela suppose que les questions de fond telles que les mesures de sauvegardes spéciales soient discutées en profondeur et qu'elles puissent faire l'objet de compromis.

L'autre chose dénoncée par certaines délégations porte sur les consultations de la Salle E. En effet, pour beaucoup d'acteurs, les discussions en petit groupe ne permettent pas d'avancer plus vite.

En tout état de cause, le président du groupe de négociation s'inquiète de la suite des négociations.

Sur les questions de fond

Les discussions portent sur "trois piliers" : soutien interne, accès au marché et concurrence à l'exportation (subventions à l'exportation et les questions connexes).

D'autres questions doivent aussi faire l'objet de convergence si l'on veut arriver à un texte complet :

- la simplification des tarifs (en remplacement des formes complexes de droits de douane, avec des formes plus simples, en particulier les pourcentages du prix)
- Le mécanisme de sauvegarde spéciale (SSM, permettant aux pays en développement d'augmenter temporairement les tarifs pour faire face à des baisses de prix ou de poussées d'importations)
- La création de contingents tarifaires (qui suppose que les pays seraient autorisés à étiqueter les produits «sensibles», avec une réduction tarifaire inférieure à la normale, même si les produits ne disposent pas actuellement des contingents tarifaires)

Complaintes africaines : Il serait injuste de demander à l'Afrique de faire plus que les grands pays industrialisés

L'Afrique, à l'instar de toutes les zones économiquement faibles, se sent comme perdante dans les négociations en cours à l'OMC pour la conclusion du cycle de Doha. Les pays africains membres de l'OMC, comme d'autres pays en développement, ont déjà suffisamment donné à ce cycle et ne peuvent en aucune manière être comparée à des zones fortement développées. Ainsi le Dr. Rob Davies, Ministre sud-africain de l'Industrie et du Commerce estime que *«les pays pauvres ont déjà assez donné dans le cycle de Doha»* et que «les tentatives visant à élever le niveau d'ambition en amenant les pays industrialisés vers

des produits et services industriels demanderaient un effort substantiel de la part des pays en développement ».

En effet, il a été constaté que les principaux pays industrialisés, notamment les Etats-Unis et les pays membres de l'UE, tentent d'obtenir des engagements onéreux de la part des pays en développement pour finaliser les négociations commerciales du cycle de Doha. Et pourtant ce cycle était baptisé cycle de développement parce qu'il devait permettre de corriger l'ensemble des injustices relevées dans les règles du commerce mondial surtout dans des secteurs comme l'agriculture et les produits industriels.

En effet, à un moment où de nombreux pays africains ont du mal à sortir de la crise économique mondiale qui a entraîné le chômage de masse, il serait « injuste » d'attendre que l'Afrique du Sud ou des pays plus pauvres acceptent des engagements onéreux pour offrir un accès au marché des biens et des services à poursuivi le Ministre Sud Africain.

Il faut rappeler que le cycle bute sur les fortes divergences entre les pays industrialisés et certains pays en développement, d'une part, et une grande majorité de pays en développement et de pays les moins avancés (PMA), d'autre part. Ces divergences portent sur les niveaux d'engagement en matière de réduction des subventions, les réductions tarifaires sur les produits agricoles et industriels ainsi que sur la libéralisation du commerce des services.

Tout le monde s'accorde aujourd'hui sur la nécessité de conclure le cycle pour ne pas voir la crédibilité de l'OMC remise en cause. Mais les procédés utilisés, les convictions dégagées et les positions de négociations adoptées ne sont pas favorable à une conclusion en 2011.

Source: IPS ; Terraviva Europa, synthèse de ENDA.

SUR LE FIL

Investissements directs étrangers : L'Afrique parent pauvre, la stagnation de 2010 inquiètent

En 2010, les IDE n'ont augmenté que d'1 % selon la CNUCED. Cette situation est d'autant plus inquiétante que la part de l'Afrique dans les IDE ne cesse de baisser.

La baisse des flux d'IDE vers l'Afrique a ralenti à 14 % en 2010 contre 19% en 2009. Ce « ralentissement » serait lié à l'augmentation de la masse des investissements des pays du Sud sur le continent. Un autre facteur explicatif est l'importance de l'investissement du secteur privé Sud africain dans certaines zones. Il faut rappeler que les entreprises Sud africaines sont les premiers investisseurs dans certains domaines et dans certains pays africains.

Autant l'Afrique fait de médiocres performances en terme d'attraction des IDE autant les pays d'Amérique latine et ceux d'Asie font d'importantes avancées. Notons que les tendances à la baisse des flux d'IDE vers l'Afrique se sont poursuivies en 2010.

Certains pays en développement d'Asie et d'Amérique Latine en ont quant à connus une meilleure situation en termes de flux d'IDE. L'Europe a aussi connu une stagnation.

En somme, et comme le souligne le rapport de la CNUCED **Global Investment Trends Monitor**, l'année 2010 a été caractérisée par une chute inattendue des flux d'IDE au cours du deuxième trimestre et un rebond au troisième trimestre. L'indice trimestriel des IDE mondiaux de la CNUCED est passé de 107,7 à 82,5 avant de

remonter à 121. Les projections pour le quatrième trimestre font état d'une tendance linéaire continue.

Pour 2011, la CNUCED prévoit que les flux d'IDE s'établiront entre 1 300 et 1 500 milliards de dollars. L'amélioration des conditions macroéconomiques en 2010 a consolidé les bénéfices des entreprises transnationales et dopé le cours des actions. Conjugué au regain croissant de confiance des entreprises en 2011, cela devrait déboucher sur de nouveaux investissements.

Certains risques perdurent clairement, tel le ralentissement de la croissance du PIB après "le coup de fouet" des mesures de relance, l'instabilité des devises, la dette souveraine et le protectionnisme de l'investissement. Une reprise solide de l'IDE mondial dépendrait beaucoup de la stabilité de la croissance économique et de la reprise de l'IDE dans les pays développés.

Sources : [Global Investment Trends Monitor](#), synthèse de ENDA

NOUVELLES REGIONALES

APE : Le groupe de la SADC souhaite conclure les négociations d'ici mi 2011 pendant que l'Afrique du Sud finalise un accord avec l'UE

L'Afrique du Sud avait signé avec l'UE en 1999 un accord de commerce, de développement et de coopération devant faire l'objet de révision tous les 5 ans. La première révision qui avait commencé en 2006 s'est terminée avec la signature d'un nouvel accord le 11 septembre 2009 à Kleinmond en Afrique du Sud modifiant celui de 1999. Cet accord entre dans sa phase finale avec l'approbation du parlement européen. En effet, « Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, ce n'est plus la Communauté européenne mais l'Union européenne qui doit,

formellement, approuver l'accord: la décision du Conseil vise dès lors, non seulement à approuver l'accord au nom de l'Union européenne, mais aussi à notifier officiellement à la partie sud-africaine qu'à compter du 1er décembre 2009, l'Union européenne, ayant succédé à la Communauté européenne, exerce tous les droits et obligations de cette dernière, et, en particulier, ceux découlant de cet accord. Les dispositions de l'accord révisé en 2009 stipulent en effet que les Parties se notifient réciproquement l'accomplissement des procédures d'approbation et que l'accord révisé entre en vigueur le mois qui suit celui pendant lequel cette notification a été faite » (www.europarl.europa.eu).

L'Afrique du Sud se trouve ainsi donc dans deux processus de négociation avec l'UE. En plus de cet accord négocié en bilatéral avec l'UE, elle participe aux négociations pour la conclusion d'un 'APE entre l'UE et les pays d'Afrique Australe à travers leur organe d'intégration économique, la SADC.

Pour une mise en cohérence de ces deux processus, les négociations sur les matières commerciales et les matières liées à celles-ci (respectivement, les titres II et III de l'accord de 1999) ont été suspendues dans l'attente des résultats des négociations de l'Accord de partenariat économique (APE). En matière douanière toutefois, il faut aussi noter que la Commission a adopté en février 2010 une proposition distincte ([COM\(2010\)0057](#)) pour une position de l'Union, au sein du Conseil de coopération, concernant les tarifs douaniers annexés à l'accord de 1999, à appliquer par l'Afrique du Sud, de manière à les aligner sur ceux fixés par l'APE intérimaire et applicables aux autres États membres de l'Union douanière d'Afrique australe.

Pendant ce temps les négociations se trouvent dans une mauvaise passe, même si certains espèrent un APE global et régional en mi -2011.

Le groupe APE de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'UE n'ont pas pu respecter l'échéance qu'ils s'étaient imposés pour la conclusion des négociations de l'APE fin 2010. Les deux parties indiquent que beaucoup de progrès ont été accomplis, mais certaines questions sont encore en suspens dans les négociations qu'ils espèrent conclure d'ici mi-2011. Lors de la réunion du 1er décembre 2010 les représentants de la Commission européenne ont informé les membres de la commission du commerce international du Parlement européen que les points d'achoppement actuels incluent les nouvelles propositions de l'UE sur les règles d'origine et le cumul, les règles d'origine en matière de pêche pour la Namibie et le Mozambique, le traitement différencié de certaines exportations en provenance d'Afrique du Sud ainsi que des questions relatives au commerce, aux services et aux investissements. Le conseiller commercial auprès de l'ambassade d'Afrique du Sud s'est montré d'accord avec l'analyse de la CE et a demandé une intervention politique du Parlement pour aider à mettre fin au traitement différencié de l'UE concernant l'accès au marché européen des produits agricoles de son pays. Il a expliqué que l'UE est le marché le plus important pour les marchandises en provenance d'Afrique du Sud, mais que celle-ci ne représente que 1,2% des marchandises sur le marché européen. L'Afrique du Sud est également le seul pays ACP ayant accordé à l'UE un accès libéralisé à hauteur de 85% de son marché. Il a indiqué que pour ces raisons, une élimination progressive du traitement différencié doit être acceptée. La CE a répondu que seuls quelques produits sensibles étaient exclus de la libéralisation et a souligné que les négociations de l'APE étaient menées avec l'ensemble de la région SADC, et pas seulement avec l'Afrique du Sud, indiquant ainsi que les questions liées à l'élimination progressive des préférences des autres États membres doivent également être prises en compte dans la décision d'accorder l'accès aux marchés.

Rob Davies, ministre du commerce et de l'industrie d'Afrique du Sud, a confirmé que son pays cherchait à élargir son accès aux marchés dans le cadre des négociations APE, notamment en ce qui concerne la pêche et les produits agricoles. Le ministre a aussi noté que malgré le progrès observé dans les négociations APE, les questions plus difficiles, comme les taxes à l'exportation et la clause de la nation la plus favorisée, doivent encore être négociées. Selon lui, ces questions sont décisives et nécessitent d'être considérées en amont, afin d'orienter les négociateurs et leur permettre ainsi de conclure un accord.

En tout cas, « l'Afrique du Sud a tenté de persuader ses partenaires de l'Union douanière que l'accord de libre échange avec l'UE leur serait bénéfique sur le plan économique. Cet effort de persuasion est nécessaire dans la mesure où tout accord commercial bilatéral avec des pays non membres de l'Union douanière ne peut entrer en vigueur sans l'accord des autres pays membres de l'Union douanière ».

Sources : bruxelles.cta.int, UE, *Afrique relance* - www.un.org/french/ecosocdev. Synthèse ENDA

Un accord de libre échange entre l'Inde et la Malaisie pour améliorer leurs échanges

En plus d'être engagés dans les négociations au niveau multilatéral dans le cadre du cycle de Doha à l'OMC, beaucoup de pays se sont engagés à améliorer leurs échanges commerciaux soit avec des partenaires avec qui ils partagent les même réalités économiques, la même zones géographiques ou encore une même histoire ou trajectoire. C'est dans ce cadre que l'Inde et la Malaisie ont signé le 18 février un accord de libre échange dont l'objectif est de doubler leurs échanges commerciaux et atteindre 15 milliards de dollars d'ici 2015.

Entre les deux pays le commerce bilatéral a déjà atteint 9 milliards en 2010. Les prévisions pour l'année en cours sont autour de 10 milliards. Cet accord qui entrera en vigueur le 1er juillet et couvrira les biens et les services. Cet accord qui vient d'être signé va donc bien plus loin que l'accord unique qui lie les membres de l'ASEAN. Il ouvre les marchés des services des deux pays au niveau principalement de l'investissement qui serra augmenté de part et d'autre, de la construction, des services informatiques, et des services de conseil.

L'accord comporte aussi des dispositions pour le mouvement du travail temporaire entre les deux pays. C'est la première fois que la Malaisie ait négocié cet aspect.

Cependant l'accord ne comporte pas de chapitre sur la propriété intellectuelle, et exclut explicitement les licences obligatoires délivrées en vertu des règles de l'OMC.

Selon les officiels des deux parties, cet accord est gagnant – gagnant. L'Inde pourrait dès l'entrée en vigueur de l'accord envoyer dans le marché indien alors que la Malaisie pourrait bénéficier du développement technique et scientifique de l'Inde notamment dans la biotechnologie de pointe, les logiciels informatique, la science et de l'enseignement.

Source : ictsd, www.lemoci.com,
Synthèse de ENDA

L'Afrique du Sud entre dans le groupe des BRIC

L'Afrique du Sud est officiellement devenue membre du groupe des BRIC le 23 Décembre 2010.

Après l'admission de l'Afrique du Sud, le BRIC est rebaptisé le BRICS. La décision du BRIC

d'accorder à l'Afrique du Sud le statut de membre à part entière du groupe a été un choix stratégique et mutuellement bénéfique, ont indiqué des médias sud-africains.

"Nous sommes convaincus que l'accession sud-africaine promouvra le développement du BRIC et renforcera la coopération entre les économies émergentes", a affirmé mardi Jiang Yu, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, lors d'un point de presse.

Le président chinois Hu Jintao avait donné une lettre d'invitation à son homologue sud-africain, Jacob Zuma, pour l'inviter à participer à la 3e réunion des dirigeants du BRIC, qui se déroulera en 2011 à Beijing, a confirmé Mme Jiang.

Elle a également qualifié de stable, réciproquement avantageuse, ouverte et transparente la coopération entre les pays du BRIC.

La tendance que les économies émergentes et les pays en voie de développement constituent les nouveaux moteurs de la croissance économique mondiale, avec l'accession sud-africaine au BRIC, sera très en vue, a indiqué Folha de Sao Paulo, journal brésilien à grand tirage.

Les pays en voie de développement joueront un rôle plus important et plus positif dans la mise en œuvre de la prospérité de l'économie mondiale, a-t-il ajouté.

D'après des experts indiens, l'adhésion de l'Afrique du Sud ne profitera pas seulement à la coopération entre les pays du BRIC, mais aussi au développement économique africain voire mondial.

Le ministère russe des Affaires étrangères a fait savoir que l'entrée de l'Afrique du Sud au BRIC était "en conformité avec les tendances d'un développement mondial soutenu, dont

l'émergence d'un système international caractérisé par de multiples centres".

"L'entrée de (l'Afrique du Sud), un participant actif au G20 et la première puissance économique en Afrique, accroîtra non seulement le poids économique total de notre association mais aidera également à créer des opportunités pour la coopération pratique et mutuellement bénéfique au sein du BRIC", a affirmé le ministère.

Andrie Pineri, un chercheur de l'Institut de recherche économique appliquée, basé au Brésil, a récemment confié à Xinhua que l'entrée de l'Afrique du Sud au BRIC promouvrait certainement l'influence du groupe dans l'économie mondiale. Cependant, il a appelé les économies émergentes à mener une coopération plus étroite, afin de réduire l'écart de longue date entre les hémisphères nord et sud et d'atténuer le déséquilibre de l'économie mondiale.

Le gouvernement brésilien a salué l'adhésion de l'Afrique du Sud au groupe des BRIC, qui comprend actuellement le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. L'Afrique du Sud est un pays avec lequel le Brésil développe un partenariat stratégique et mène un dialogue et la coopération à grande échelle dans le cadre du forum de dialogue des IBSA (Inde, Brésil et l'Afrique du Sud), a indiqué le communiqué.

L'Afrique du Sud et le Brésil sont également membres de groupes majeurs, tels que le G20, le G77 et le sommet Amérique du Sud-Afrique, a-t-il ajouté.

"L'adhésion de l'Afrique du Sud élargira la représentation géographique du mécanisme au moment où nous cherchons, au niveau international, à réformer le système financier et à accroître la démocratisation de la gouvernance mondiale", a indiqué le communiqué.

"BRIC" est un terme inventé en 2001 par l'économiste Jim O'Neill, économiste de la banque

américaine Goldman Sachs, qui prédit que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine seront les forces dominantes économiques d'ici 2050.

Le prochain sommet du BRIC se tiendra en avril 2011 à Beijing, Chine, et l'Afrique du Sud s'y adjoindra pour la première fois.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les quatre membres du BRIC représenteront 61% de la croissance mondiale en 2014. Des analystes estiment que l'Afrique du Sud pourrait bénéficier des accords commerciaux préférentiels et économiques qui pourraient être conclus avec ces pays.

Source : Xinhua ; synthèse ENDA

EVÉNEMENTS

OMC : www.wto.org

3 - Mars, OMC, Genève, Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

7 - Mars, OMC, Genève, Conseil du commerce des services **9 - Mars, OMC, Genève,** Comité des marchés publics **10 - Mars, OMC, Genève,** Comité des engagements spécifiques **14 - 15 - Mars, OMC, Genève,** Comité des accords commerciaux régionaux,

Hors OMC

7-11 mars, Lima, Pérou, 2011 APEC-UNCTAD Intensive Training Course on International Investment Agreements in the APEC Region, www.unctad.org

8 mars 2011, Genève, Suisse, Panel discussion sur l'accès des femmes à l'éducation et à la

technologie pour le développement économique. www.unctad.org

PUBLICATIONS

Global Economic Prospects 2011 - Navigating Strong Currents, World Bank GEP Volume 2, janvier 2011, <http://siteresources.worldbank.org/INTGEP/Resources/335315-1294842452675/OverviewandMainMessage.pdf>

Évaluation des progrès en Afrique vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement : Rapport OMD 2010, Les engagements d'aide pour le commerce de l'OCDE en faveur de l'Afrique par secteur à prix constants <http://vi.unctad.org/digital-library/?act=search&doc=566-assessing-pr>

South-south and north-south trade agreements: The Pacific Islands case, Robert Scollay, documents de travail UNU-CRIS W--2010/7, décembre 2010, www.cris.unu.edu

G20 et sécurité alimentaire : la vanité des discours, LEMONDE.FR | 28.02.11

Energy Security in South America and Southern Africa: Synthesis Report Sheila Kiratu, IISD, 2011. Paper, 16 pages, copyright: IISD

Que pourrait signifier l'Accord de Doha pour le commerce du coton? Note d'information du centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD), novembre 2010, <http://ictsd.org/i/publications/93099/>.